



Nicolas Sarkozy a présenté, mercredi 29 avril, sa vision de l'aménagement du Grand Paris. Il l'a fait, en habile expert en flatterie et démagogie, affirmant que les clivages gauche-droite n'ont pas leur place dans cette démarche « toute entière tournée vers l'intérêt général ».

Tout au contraire, je considère que, par essence, la ville et l'aménagement du territoire sont des sujets hautement politiques. Et il se trouve que les conceptions que je défends, avec mes camarades du Parti de Gauche, n'ont rien à voir avec celles exprimées par le Président de la République...

Face à la crise, les propositions du Président sur le développement de la Région-Capitale reposent sur des recettes libérales éculées. Pour adapter la France à la mondialisation, il ne s'agirait que de créer dix pôles d'excellence autour de quelques filières économiques animées par de grandes entreprises multinationales, comme si le marché permettait le progrès social ! Plus grave encore, la déréglementation et la « simplification » du Code de l'urbanisme annoncée, sous une façade « bling bling », laissera « libre et non faussé » le marché de l'immobilier. Cette vision renvoie aux errements de l'urbanisme des années 1970 qui a entraîné une dégradation des conditions de vie des habitants dont nous tentons aujourd'hui encore de réparer les effets à Grigny II et à la Grande Borne, pour ne citer que ces deux exemples. Dans ce cadre, la transformation annoncée de l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) semble sonner la fin des opérations de réhabilitation des quartiers en difficulté et plus généralement du logement social... A ce sujet, je ne peux que m'interroger : combien de logements sociaux parmi les 70 000 constructions annoncées ? Quid de leur implantation dans les communes qui ne respectent pas le quota de 20 % imposé par la loi Solidarité et renouvellement urbain qui a pour vocation de développer la mixité sociale partout ?

Toujours sur ce sujet de l'aménagement, je constate encore une fois que le Président, comme ses prédécesseurs défendent un étalement de l'urbanisation, ouvrant ainsi la voie à la construction de zones naturelles jusqu'alors préservées. Je défends, a contrario, l'idée que la ville doit jouer son rôle de ville. Ce qui implique une densification verticale de l'habitat, de manière à développer la mixité entre zones d'activités et zones de vie, à l'intérieur du périmètre urbain, tout en conservant et valorisant les espaces verts et naturels, dans le cadre d'une protection de la biodiversité. L'étalement urbain, qui découle de la vision sarkoziste de l'aménagement dans le cadre actuel de la réflexion, a pour autre conséquence l'allongement de la durée des transports entre les zones d'activité et zones d'habitat. Ce qui pose la question de la pollution automobile faute de transports en commun adaptés.

En effet, les projets de Transports se concentrent essentiellement sur le métro automatique reliant les pôles économiques de Petite Couronne chers à Christian Blanc. Sur ce dernier projet de métro, ma crainte demeure que les usagers se voient imposer une « surtarification », à l'image de ce qui a été fait pour Orlyval ou le futur CDG Express... Par ailleurs, je suis plus qu'inquiet sur la question du financement de ces opérations.

En avançant le chiffre de 35 Milliards pour les transports, le Président a laissé croire que l'État allait mettre la main à la poche. Or, au final, il ne parle que de partenariats public-privé qui coûteront bien plus chers qu'un emprunt (les actionnaires exigeants des taux de rentabilités de 12 % à 15 %), et de la plus value foncière et immobilière créée par ces investissements. Autant de mécanismes qui favorisent en fait la spéculation.

En fait, le Président veut surtout faire passer un gros mensonge : il serait le seul à avoir des projets pour notre région. Sous-entendu : la gauche n'aurait rien fait, passant délibérément sous silence le schéma directeur pour l'Île de France (SDRIF) voté par la majorité de gauche à la Région et qui est bloqué depuis des mois par Sarkozy lui-même. Les Franciliens méritent mieux que des discours sur la beauté et des tours de passe-passe d'illusionniste. Mais le Président entend surtout éviter tout débat public.

Enfin, à la lecture de ces propositions, je crois que, dans le fond, le projet de Grand Paris, vu par le Président de la République, demeure celle d'un élu de la Petite Couronne et de l'Ouest parisien. Il tourne résolument le dos aux préoccupations des habitants et des salariés de la Grande Couronne.